

BORDEREAU INPI - DEPOT D'ACTES DE SOCIETES

Vos références :

Nos références : n°de dépôt : **A2001/001327**
n°de gestion : **1994B01534**
n°SIREN : **395 008 246 RCS Lyon**

Le greffier du Tribunal de Commerce de LYON certifie avoir procédé le 29/01/2001 à un dépôt annexé au dossier du registre du commerce et des sociétés de :

AGS SOFT société anonyme

26 rue Benoit Bennier 69260 Charbonnières Les Bains -FRANCE-

Ce dépôt comprend les pièces suivantes :

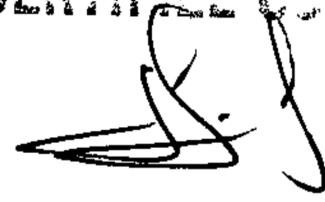
statuts mis à jour 2
procès-verbal du conseil d'administration 2
procès-verbal d'assemblée générale extraordinaire 2
procès-verbal d'assemblée générale extraordinaire 2
procès-verbal d'assemblée générale extraordinaire 2
procès-verbal du conseil d'administration 2
déclaration de conformité (Article 374 de la loi du 24/07/1966) 2
lettre de nomination 2

Concernant le(s) évènement(s) RCS suivant(s) :
modification du capital social

W 5 d-

COPIE CERTIFIÉE CONFORME

AGS SOFT



Société anonyme au capital de 4.419.000 F
Siège social à CHARBONNIERES LES BAINS (69260), 26 rue Benoît Bennier

395 008 246 RCS LYON

STATUTS (à jour au 31 octobre 2000)
--

TITRE I

FORME – OBJET – DENOMINATION – SIEGE – EXERCICE SOCIAL

ARTICLE 1 - FORME

Il est formé entre les propriétaires des actions ci-après créées et de celles qui pourront l'être ultérieurement, une Société Anonyme régie par les lois en vigueur et par les présents statuts.

ARTICLE 2- OBJET

La société a pour objet :

- le développement, le conseil et la formation dans le domaine informatique,
- la commercialisation, sous toutes ses formes, de matériels informatiques et de logiciels,
- toutes opérations de service se rapportant aux activités ci-dessus définies,
- le tout directement ou indirectement, pour son compte ou pour le compte de tiers, soit seule, soit avec des tiers, par voie de création de Sociétés nouvelles, d'apport, de commandite, de souscription, d'achat de titres ou de droits sociaux, de fusion, d'alliance, de société en participation ou de prise en location gérance de tous biens ou droits, etc...

Et généralement, toutes opérations financières, commerciales, industrielles, civiles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'un des objets spécifiés ou à tout objet similaire ou connexe ou de nature à favoriser le développement du patrimoine social.

ARTICLE 3- DENOMINATION

La dénomination sociale est : **AGS SOFT**

Dans tous les actes et documents émanant de la société, la dénomination sociale doit être précédée ou suivie immédiatement des mots « Société Anonyme » ou des initiales « S.A. », de l'énonciation du montant du capital, du lieu et du numéro d'inscription au Registre du Commerce et des Sociétés.

ARTICLE 4 – SIEGE SOCIAL

Le siège est situé au 26 rue Benoît Bennier – 69260 CHARBONNIERES LES BAINS

Il peut être transféré en tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe par simple décision du Conseil d'administration, sous réserve de ratification de cette décision par l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires et partout ailleurs en France, en vertu d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires.

ARTICLE 5 – DUREE – EXERCICE SOCIAL

1) Durée de la société

La durée de la société est fixée à 99 ans, à compter de la date de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf le cas de dissolution anticipée ou de prorogation décidée par l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires.

2) Exercice social

Chaque exercice social a une durée de DOUZE MOIS qui commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de l'année suivante.

Par exception, le premier exercice social comprendra le temps à courir à compter de la date d'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés jusqu'au 31 décembre 1994.

TITRE II

APPORTS - CAPITAL SOCIAL - ACTIONS

ARTICLE 6 – APPORTS – MODIFICATION DU CAPITAL

Lors de sa constitution, il est fait apport à la société d'une somme en numéraire de DEUX CENT CINQUANTE MILLE FRANCS (250.000 F), correspondant à la valeur nominale des actions, toutes en numéraire, composant le capital social.

Aux termes d'une Assemblée Générale Extraordinaire du 9 avril 1996, le capital social a été augmenté d'une somme de 700.000 Francs, pour être porté à 1.400.000 Francs, par création de 1.000 actions nouvelles de 700 Francs chacune, émises au pair et à libérer par apport de numéraire de la façon suivante :

- 40 % à la souscription
- le solde en trois versements de 20 % chacun, le 30.06.1996, le 31.08.1996 et le 31.10.1996

Aux termes d'une délibération de l'assemblée générale extraordinaire en date du 29 juillet 1998, le capital social a été réduit de 210.000 F par l'annulation de 300 actions, pour être ramené à 1.190.000 F.

Aux termes d'une délibération de la même assemblée générale, le capital social a été réduit de 765.000 F pour être ramené à 425.000 F, au moyen de la réduction de 700 F à 250 F de la valeur nominale des 1.700 actions existantes.

Aux termes d'une délibération de la même assemblée générale, le capital social a été augmenté d'une somme de 217.500 F, pour le porter à 642.500 F, par création au prix de 575 F, prime de 325 F incluse, de 870 actions nouvelles de 250 F nominal chacune, remises à la société AGS SOLUTIONS, SARL au capital de 6.000.000 F, ayant son siège social à CHARBONNIERES LES BAINS (69260), 26 rue Benoît Bennier et dont le numéro unique d'identification est 342 272 218 RCS LYON, en contrepartie de son apport évalué à 500.250 F.

Aux termes d'une délibération de la même assemblée générale, le capital social a été augmenté de 332.500 F, pour être porté à 975.000 F, par création de 1.330 actions nouvelles de 250 F nominal chacune, émises au prix de 575 F, prime unitaire d'émission de 325 F incluses et libérées, par versement d'espèces et par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la société.

Aux termes d'une délibération de la même assemblée générale, le capital social a été augmenté d'une somme de 77.000 F, pour être porté à 1.052.500 F, par création de 310 actions nouvelles de 250 F nominal chacune, émises au prix de 575 F prime unitaire d'émission de 325 F incluse, et libérées par versement d'espèces.

Aux termes d'une délibération de l'assemblée générale ordinaire et extraordinaire du 22 octobre 1999, le capital social a été augmenté de 168.250 F pour le porter à 1.220.750 F par émission de 673 actions de 250 F nominal chacune, avec une prime d'émission de 6.282 F, à libérer intégralement en espèces ou par compensation avec une créance certaine, liquide et exigible détenue sur la société.

Aux termes d'une délibération de la même assemblée, le capital social a été augmenté de 34.500 F pour le porter à 1.255.250 F par émission de 138 actions de 250 F nominal chacune, avec une prime d'émission de 6.282 F, à libérer intégralement en espèces ou par compensation avec une créance certaine, liquide et exigible détenue sur la société.

Aux termes d'une délibération de l'assemblée générale extraordinaire et ordinaire du 2 octobre 2000, le capital a été augmenté, à la suite de la fusion par voie d'absorption de la société ACTUALIS HOLDING, de 2.558.000 F par la création de 10.232 actions de la société de 250 F nominal chacune, puis réduit de 908.750 F par annulation des 3.635 actions AGS SOFT que la société se trouve détenir après l'absorption de la société ACTUALIS HOLDING.

Aux termes d'une délibération de l'assemblée générale extraordinaire et ordinaire du 2 octobre 2000, le capital social a été augmenté de 489.000 F, par l'émission de 1.956 actions de 250 F nominal chacune, en rémunération de l'apport de 3.000 actions de la société TIXINFO.

Aux termes d'une assemblée générale extraordinaire et ordinaire du 2 octobre 2000, le capital social a été augmenté de 253.500 F, par l'émission de 1.014 actions de 250 F nominal chacune, en rémunération de l'apport de 500 parts sociales de la société BLACK BOX.

Aux termes d'une délibération de la même assemblée, le capital social a été augmenté de 727.750 F pour le porter à 4.374.750 F, par émission de 2.911 actions de 250 F nominal chacune et création d'une prime globale d'émission de 29.273.016 F.

Aux termes d'une délibération de l'assemblée générale extraordinaire et ordinaire du 2 octobre 2000, le capital social a été augmenté de 20.000 F pour le porter à 4.394.750 F, par émission de 80 actions de 250 F nominal chacune et création d'une prime globale d'émission de 804.480 F.

Aux termes d'une délibération de l'assemblée générale extraordinaire du 31 octobre 2000, le capital social a été augmenté de 24.250 F pour le porter à 4.419.000 F, par émission de 97 actions de 250 F nominal chacune et création d'une prime globale d'émission de 975.432 F.

ARTICLE 7 – CAPITAL SOCIAL – ACTION DE FONCTION

1. Capital social

Le capital social est fixé à quatre millions quatre cent dix neuf mille (4.419.000) francs. Il est divisé en dix sept mille six cent soixante seize (17.676) actions de deux cent cinquante (250) francs nominal chacune, toutes de même catégorie.

2. Action de fonction

Les administrateurs doivent être chacun propriétaire d'UNE ACTION de fonction.

ARTICLE 8 – MODIFICATION DU CAPITAL SOCIAL

I – Le capital social peut être augmenté par tous modes et de toutes manières autorisés par la loi.

L'assemblée générale extraordinaire est seule compétente pour décider l'augmentation du capital, sur le rapport du conseil d'administration contenant les indications requises par la loi, sous réserve des dispositions de l'article 351 de la loi sur les sociétés.

Conformément à la loi, les actionnaires ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital, droit auquel ils peuvent renoncer à titre individuel si l'assemblée générale l'a décidé expressément.

Le droit à l'attribution d'actions nouvelles, à la suite de l'incorporation au capital de réserves, bénéfiques ou primes d'émission appartient au nu-propriétaire, sous réserve des droits de l'usufruitier.

II – L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires peut aussi, sous réserve, le cas échéant, des droits des créanciers, autoriser ou décider, la réduction du capital social pour telle cause et de telle manière que ce soit, mais en aucun cas, la réduction de capital ne peut porter atteinte à l'égalité entre actionnaires.

La réduction du capital social, quelle qu'en soit la cause, à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci au moins au minimum légal à moins que la société ne se transforme en société d'une autre forme n'exigeant pas un capital supérieur au capital social après sa réduction.

A défaut, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société ; celle-ci ne peut être prononcée si au jour où le tribunal statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

ARTICLE 9 – LIBERATION DES ACTIONS

Les actions souscrites en numéraire en augmentation du capital social doivent être libérées selon les modalités fixées par l'assemblée générale extraordinaire, libération qui ne peut être inférieure d'un quart au moins de leur valeur nominale lors de leur souscription, et le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur appel du conseil d'administration, dans le délai de cinq ans à compter du jour où cette augmentation de capital est devenue définitive.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance des souscripteurs quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement, par lettre recommandée avec accusé de réception, adressée à chaque titulaire d'actions.

Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions porte, de plein droit et sans qu'il soit besoin de procéder à une formalité quelconque, intérêt au taux légal, à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la société peut exercer contre l'actionnaire défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

ARTICLE 10 – FORME DES ACTIONS

Les actions sont nominatives.

Elles donnent lieu à une inscription en compte dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi.

Tant que l'inscription en compte ne sera pas devenue définitive, les titres sont représentés par des certificats indiquant les noms, prénoms et domicile du titulaire, le nombre et le numéro des actions possédées par lui ; ils sont extraits de registres à souche, revêtus d'un numéro d'ordre, du timbre de la société et de la signature de deux administrateurs en exercice ou d'un administrateur et d'un délégué du conseil d'administration.

Les signatures peuvent être imprimées ou apposées au moyen d'une griffe. Toutefois, la signature des délégués du conseil d'administration est obligatoirement manuscrite.

A la demande de l'actionnaire, une attestation d'inscription en compte lui sera délivrée par la société.

ARTICLE 11 – CESSION ET TRANSMISSION DES ACTIONS

I – La propriété des actions résulte de leur inscription au nom du ou des titulaires sur les comptes tenus à cet effet au siège social.

La cession des actions s'opère, à l'égard des tiers et de la société, par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire sur production d'un ordre de mouvement. Ce mouvement est préalablement inscrit sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement, dit « registre des mouvements ».

La société est tenue de procéder à cette inscription et à ce virement dès réception de l'ordre de mouvement et au plus tard dans les six jours qui suivent celle-ci.

L'ordre de mouvement établi sur un formulaire fourni par la société est signé par le cédant ou son mandataire ; si les actions ne sont pas entièrement libérées, il doit être en outre signé par le cessionnaire.

La société peut exiger que la signature des parties soit certifiée par un officier public ou le maire de leur domicile, sous réserve des exceptions prévues par la loi.

La transmission d'actions, à titre gratuit ou en suite de décès, s'opère également par un ordre de mouvement transcrit sur le registre des mouvements sur justification de la mutation dans les conditions légales et sous réserve, le cas échéant, du respect de la procédure définie ci-après.

Les frais de transfert sont à la charge des cessionnaires sauf convention contraire entre cédants et cessionnaires.

Les actions non libérées des versements exigibles ne sont pas admises au transfert.

La société établit la liste des actionnaires avec indication du nombre d'actions détenues et du domicile déclaré par chacun d'eux, préalablement à toute assemblée et au moins une fois par trimestre.

Lors de chaque établissement de la liste, mention est portée sur le registre des mouvements, de la date de celle-ci, du nombre total des actions existantes et du nombre d'actions ayant fait l'objet de création, cession, mutation ou annulation depuis l'établissement de la dernière liste.

Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation au registre du commerce et des sociétés. En cas d'augmentation de capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation définitive de celle-ci.

Après la dissolution de la société, elles demeurent négociables jusqu'à la clôture de la liquidation.

II – Sauf en cas de succession en ligne directe, de liquidation de communauté de biens entre époux ou de cession, soit à un conjoint, soit à un ascendant ou à un descendant ou au profit d'une personne nommée administrateur, la cession d'actions à un tiers non-actionnaire à quelque titre que ce soit est soumise à l'agrément de la société dans les conditions ci-après :

1. En cas de cession projetée, le cédant doit en faire la déclaration à la société par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec avis de réception, en indiquant le nom, prénoms, profession et domicile du cessionnaire, ou la dénomination et le siège social s'il s'agit d'une société, le nombre des actions dont la cession est envisagée ainsi que le prix offert.

A cette déclaration doit être jointe, le cas échéant, l'attestation d'inscription en compte dans laquelle sont comprises les actions dont la cession est projetée.

Dans les trois mois qui suivent cette déclaration, le conseil d'administration est tenu de notifier au cédant s'il accepte ou refuse la cession projetée. A défaut de notification dans ce délai de trois mois, l'agrément est réputé acquis.

La décision d'acceptation doit être prise à la majorité des deux tiers des administrateurs présents ou représentés, le cédant s'il est administrateur ne prenant pas part au vote. Conformément à la loi et aux présents statuts, la présence effective de la moitié au moins des administrateurs en fonction est nécessaire.

La décision n'est pas motivée, et en cas de refus, elle ne peut jamais donner lieu à une réclamation quelconque.

Dans les dix jours de la décision, le cédant doit en être informé par lettre recommandée. En cas de refus, le cédant aura huit jours pour faire connaître dans la même forme s'il renonce ou non à son projet de cession.

2. Dans le cas où le cédant ne renoncerait pas à son projet, le conseil d'administration est tenu de faire acquérir les actions soit par des actionnaires ou par des tiers, soit avec le consentement du cédant, par la société, en vue d'une réduction du capital, et ce dans le délai de trois mois à compter de la notification du refus.

A cet effet, le conseil d'administration avisera les actionnaires par lettre recommandée de la cession projetée, en invitant chaque actionnaire à lui indiquer le nombre d'actions qu'il veut acquérir.

Les offres d'achat doivent être adressées par les actionnaires au conseil d'administration, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans les quinze jours de la notification qu'ils ont reçue.

La répartition entre les actionnaires acheteurs des actions offertes est effectuée par le conseil d'administration, proportionnellement à leur participation dans le capital et dans la limite de leurs demandes.

3. Si aucune demande d'achat n'a été adressée au conseil d'administration dans le délai ci-dessus, ou si les demandes ne portent pas sur la totalité des actions offertes, le conseil d'administration peut faire acheter les actions disponibles par un tiers.

4. Les actions peuvent être également achetées par la société si le cédant est d'accord. A cet effet, le conseil d'administration doit d'abord demander cet accord par lettre recommandée avec accusé de réception. L'actionnaire cédant doit faire connaître sa réponse dans les huit jours suivant la réception de la demande.

En cas d'accord, le conseil convoque une assemblée générale extraordinaire des actionnaires, à l'effet de décider, s'il y a lieu, du rachat des actions par la société et de la réduction corrélative du capital social. Cette convocation doit être effectuée suffisamment tôt pour que soit respecté le délai de trois mois indiqué ci-après.

Dans tous les cas d'achat ou de rachat visé ci-dessus, le prix des actions est fixé ainsi qu'il est dit au 6. ci-après.

5. Si la totalité des actions n'a pas été achetée ou rachetée dans le délai de trois mois, à compter de la notification du refus d'autorisation de cession, l'actionnaire vendeur peut réaliser la vente au profit du cessionnaire primitif, pour la totalité des actions cédées, nonobstant les offres d'achat partielles qui auraient été faites dans les conditions visées ci-dessus.

Ce délai de trois mois peut être prolongé par ordonnance non susceptible de recours du président du tribunal de commerce statuant par ordonnance de référé, l'actionnaire cédant et le cessionnaire dûment appelés.

6. Dans le cas où les actions offertes seraient acquises par des actionnaires ou par des tiers, le conseil d'administration notifie à l'actionnaire cédant le nom, prénoms, domicile du ou des acquéreurs.

Le prix de cession des actions est fixé d'accord entre eux et le cédant. Faute d'accord sur le prix, celui-ci est déterminé par un expert, conformément aux dispositions de l'article 1843.4 du Code Civil.

Les frais d'expertise sont supportés par moitié par le vendeur et par moitié par les acquéreurs

7. La cession au nom du ou des acquéreurs désignés est régularisée d'office par un ordre de mouvement signé du président du conseil d'administration ou d'un délégué du conseil sans qu'il soit besoin de celle du titulaire des actions. Avis est donné audit titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception, dans les huit jours de la détermination du prix, d'avoir à se présenter au siège social, pour toucher ce prix, lequel n'est pas productif d'intérêts.

8. Les dispositions du présent article sont applicables dans tous les cas de cession entre vifs, soit à titre gratuit, soit à titre onéreux, alors même que la cession aurait lieu par voie d'adjudication publique en vertu d'une décision de justice. Ces dispositions sont également applicables en cas d'apport en société, d'apport partiel d'actif, de fusion ou de scission.

9. La clause d'agrément, objet du présent article peut s'appliquer également à la cession des droits d'attribution en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, provisions ou bénéfices.

Elle s'applique aussi en cas de cession de droit de souscription à une augmentation de capital par voie d'apports en numéraire ou de renonciation individuelle au droit de souscription en faveur de personnes dénommées.

Dans l'un et l'autre cas, le droit d'agrément et les conditions de rachat stipulés au présent article s'exercent sur les actions souscrites, et le délai imparti au conseil d'administration, pour notifier au tiers souscripteur s'il accepte ou non de maintenir celui-ci comme actionnaire, est de trois mois à compter de la date de réalisation définitive de l'augmentation de capital.

En cas de rachat, le prix à payer est égal à la valeur des actions nouvelles déterminée conformément aux dispositions de l'article 1843.4 du Code Civil.

10. En cas d'attribution d'actions de la présente société, à la suite du partage d'une société tierce possédant ces actions en portefeuille, les attributions faites à des personnes n'ayant pas déjà la qualité d'actionnaire seront soumises à l'agrément institué par le présent article.

Le projet d'attribution à des personnes autres que des actionnaires devra, en conséquence, faire objet d'une demande par le liquidateur de la société, dans les conditions fixées au 1. ci-dessus.

A défaut de notification au liquidateur de la décision du conseil d'administration dans les trois mois qui suivront la demande d'agrément, cet agrément se trouvera acquis.

En cas de refus d'agrément de certains attributaires, le liquidateur pourra, dans un délai de trente jours à dater de la notification du refus d'agrément, modifier les attributions faites de façon à ne faire présenter que des attributaires agréés.

Dans le cas où aucun attributaire ne serait agréé, comme dans le cas où le liquidateur n'aurait pas modifié son projet de partage dans le délai ci-dessus visé, les actions attribuées aux actionnaires non-agréés devront être achetées ou rachetées à la société en liquidation dans les conditions fixées sous les 2. à 4. ci-dessus.

A défaut d'achat ou de rachat de la totalité des actions, objet du refus d'agrément, dans le délai stipulé sous le 5. Ci-dessus, le partage pourra être réalisé conformément au projet présenté.

ARTICLE 12 – DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

1. Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

En outre, elle donne droit au vote et à la représentation dans les assemblées générales dans les conditions légales et statutaires.

2. Les actionnaires sont responsables à concurrence du montant nominal des actions qu'ils possèdent ; au-delà, tout appel de fonds est interdit.

Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe.

La propriété d'une action comporte de plein droit adhésion aux statuts de la société et aux décisions de l'assemblée générale.

3. Les héritiers, créanciers, ayants droit ou autres représentants d'actionnaire ne peuvent requérir l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la société, ni en demander le partage ou la licitation, ni s'immiscer dans les actes de son administration ; ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions de l'assemblée générale.

4. Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution de titres, ou en conséquence d'augmentation ou de réduction de capital, de fusion ou autre opération sociale, les propriétaires de titres isolés, ou en nombre inférieur à celui requis, ne peuvent exercer ces droits qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement, et éventuellement de l'achat ou de la vente de titres nécessaires.

5. A moins d'une prohibition légale, il sera fait masse entre toutes les actions de toutes exonérations ou imputations fiscales, comme de toutes taxations susceptibles d'être prises en charge par la société, avant de procéder à toute répartition ou à tout remboursement, au cours de l'existence de la société ou à sa liquidation, de telle sorte que, compte tenu de leur valeur nominale et de leur jouissance respectives, toutes les actions de même catégorie reçoivent la même somme nette.

ARTICLE 13 – INDIVISIBILITE DES ACTIONS–NUE PROPRIETE-USUFRUIT

1. Les actions sont indivisibles à l'égard de la société.

Les propriétaires indivis d'actions sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un seul d'entre eux, considéré comme seul propriétaire ou par son mandataire unique. En cas de désaccord, le mandataire unique peut être désigné en justice à la demande du copropriétaire le plus diligent.

2. Sauf convention contraire notifiée à la société, le droit de vote appartient à l'usufruitier dans les assemblées générales ordinaires et au nu-proprétaire dans les assemblées générales extraordinaires.

TITRE III

DIRECTION ET ADMINISTRATION DE LA SOCIETE

ARTICLE 14 – CONSEIL D'ADMINISTRATION

1. La société est administrée par un conseil d'administration de trois membres au moins et de douze au plus, sous réserve des dérogations prévues par la loi.

En cours de vie sociale, les administrateurs sont nommés ou renouvelés dans leurs fonctions par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires. Toutefois, en cas de fusion ou de scission, la nomination peut être faite par l'assemblée générale extraordinaire.

2. La durée de leurs fonctions est de six années au plus.

Les fonctions d'un administrateur prennent fin à l'issue de la réunion de l'assemblée générale ordinaire qui statue sur les comptes de l'exercice écoulé, tenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat dudit administrateur.

Les administrateurs sont toujours rééligibles.

Ils peuvent être révoqués à tout moment par l'assemblée générale ordinaire.

3. Les administrateurs peuvent être des personnes physiques ou des personnes morales. Ces dernières doivent, lors de leur nomination, désigner un représentant permanent qui est soumis aux mêmes conditions et obligations et qui encourt les mêmes responsabilités que s'il était administrateur en son nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente. Ce mandat de représentant permanent lui est donné pour la durée de celui de la personne morale qu'il représente. Il doit être renouvelé à chaque renouvellement de mandat de celle-ci.

Si la personne morale révoque le mandat de son représentant, elle est tenue de notifier cette révocation à la société, sans délai, par lettre recommandée, ainsi que l'identité de son nouveau représentant permanent. Il en est de même en cas de décès, de démission ou d'empêchement prolongé du représentant permanent.

4. Si un ou plusieurs sièges d'administrateurs deviennent vacants entre deux assemblées générales, par suite de décès ou de démission, le conseil d'administration peut procéder à une ou à des nominations à titre provisoire.

Les nominations d'administrateurs faites par le conseil d'administration sont soumises à la ratification de la plus prochaine assemblée générale ordinaire. A défaut de ratification, les délibérations prises et les actes accomplis antérieurement n'en demeurent pas moins valables.

S'il ne reste plus qu'un seul ou que deux administrateurs en fonction, celui-ci ou ceux-ci ou à défaut le ou les commissaires aux comptes, doivent convoquer immédiatement l'assemblée générale ordinaire des actionnaires à l'effet de compléter le conseil.

L'administrateur nommé en remplacement d'un autre ne demeure en fonction que pendant le temps restant à courir du mandat de son prédécesseur.

5. Les administrateurs personnes physiques ne peuvent appartenir au total à plus de huit conseils d'administration ou conseils de surveillance de sociétés anonymes ayant leur siège en France métropolitaine, sauf les exceptions prévues par la loi.

Un salarié de la société ne peut être nommé administrateur que si son contrat de travail est antérieur à sa nomination et correspond à un emploi effectif. Il ne perd pas le bénéfice de son contrat de travail.

Toutefois, le nombre des administrateurs liés à la société par un contrat de travail ne peut dépasser le tiers des administrateurs en fonction.

6. Nul ne peut être nommé administrateur si, ayant dépassé l'âge de soixante quinze ans, sa nomination a pour effet de porter à plus du tiers des membres du conseil le nombre d'administrateurs ayant dépassé cet âge. Si du fait qu'un administrateur en fonctions vient à dépasser l'âge de soixante quinze ans, la proportion du tiers ci-dessus visée est dépassée, l'administrateur le plus âgé est réputé démissionnaire d'office à l'issue de la plus prochaine assemblée générale ordinaire.

ARTICLE 15 – ACTIONS DE FONCTION

Les administrateurs doivent être chacun propriétaire d'actions, dont le nombre est fixé à l'article 7 des présents statuts dans les conditions fixées par la loi.

Les administrateurs nommés en cours de la vie sociale peuvent ne pas être actionnaires au moment de leur nomination, mais doivent le devenir dans le délai de trois mois, à défaut de quoi ils seront réputés démissionnaires d'office.

ARTICLE 16 – BUREAU DU CONSEIL

Le conseil d'administration nomme, parmi ses membres personnes physiques, un président dont il fixe la durée des fonctions sans qu'elle puisse excéder la durée de son mandat d'administrateur.

Le conseil peut nommer également un secrétaire même en dehors de ses membres.

En cas d'absence ou d'empêchement du président, le conseil désigne parmi ses membres le président de séance.

Le président et le secrétaire peuvent toujours être réélus.

Nul ne peut être nommé président du conseil d'administration, s'il est âgé de plus de soixante quinze ans. D'autre part, si le président du conseil d'administration vient à dépasser cet âge, il est réputé démissionnaire d'office à l'issue de la plus prochaine réunion du conseil d'administration.

ARTICLE 17 – DELIBERATIONS DU CONSEIL

Le conseil d'administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige, sur la convocation de son président ou celle du tiers au moins de ses membres, même si la dernière réunion date de moins de deux mois.

La réunion a lieu soit au siège social, soit en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

La convocation peut être verbale et sans délai si tous les administrateurs y consentent.

Toute convocation doit mentionner les principales questions figurant à l'ordre du jour.

2. Pour la validité des délibérations, la présence effective de la moitié au moins des administrateurs est nécessaire.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés (sauf dans le cas prévu à l'article 11 des statuts), chaque administrateur disposant d'une voix et ne pouvant représenter plus d'un de ses collègues)

En cas de partage, la voix du président de séance est prépondérante.

3. Il est tenu un registre de présence qui est signé par les administrateurs participant à la séance du conseil d'administration.

4. Les délibérations du conseil d'administration sont constatées par le président de la séance et par un administrateur ou, en cas d'empêchement du président, par deux administrateurs.

ARTICLE 18 – POUVOIRS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société et pour faire ou autoriser toutes les opérations intéressant l'activité de la société, telle qu'elle est fixée dans l'objet social.

Dans les rapports avec les tiers, la société est engagée même par les actes du conseil d'administration qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Tous actes d'administration et même de disposition qui ne sont pas expressément réservés à l'assemblée générale par la loi et par les présents statuts sont de sa compétence.

Le conseil d'administration peut consentir à tous mandataires de son choix toutes délégations de pouvoirs dans la limite de ceux qui lui sont conférés par la loi et par les présents statuts.

ARTICLE 19 – DIRECTION GENERALE – DELEGATION DE POUVOIRS

1. Le président du conseil d'administration assume, sous sa responsabilité, la direction générale de la société et la représente dans ses rapports avec les tiers, avec les pouvoirs les plus étendus, dans la limite de l'objet social, sous réserve toutefois des pouvoirs expressément attribués par la loi aux assemblées générales et des pouvoirs spécifiques du conseil d'administration.

Le Président engage la société même par les actes qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Toute limitation des pouvoirs du président par décision du conseil d'administration est sans effet à l'égard des tiers.

Le président du conseil d'administration a la faculté de substituer partiellement dans ses pouvoirs autant de mandataires qu'il avisera.

En cas d'empêchement temporaire ou de décès du président, le conseil d'administration peut déléguer un administrateur dans les fonctions de président. En cas d'empêchement, cette délégation est de durée limitée et renouvelable. En cas de décès, elle vaut jusqu'à l'élection du nouveau président.

2. Sur la proposition du président, le conseil d'administration peut nommer un directeur général et, dans les cas autorisés par la loi deux directeurs généraux ou cinq directeurs généraux.

Les directeurs généraux sont obligatoirement des personnes physiques ; ils peuvent être choisis parmi les administrateurs ou en dehors d'eux, sauf lorsque la société comporte cinq directeurs généraux ; dans ce cas, trois d'entre eux, au moins, doivent être administrateurs.

Nul ne peut être nommé directeur général s'il est âgé de plus de soixante quinze ans. D'autre part, si un directeur général en fonction vient à dépasser cet âge, il est réputé démissionnaire à l'issue de la plus prochaine réunion du conseil d'administration.

Les directeurs généraux sont révocables à tout moment par le conseil d'administration, sur la proposition du président ; en cas de décès, démission ou révocation de ce dernier, ils conservent sauf décision contraire du conseil leurs fonctions et leurs attributions jusqu'à la nomination du nouveau président.

L'étendue et la durée des pouvoirs délégués aux directeurs généraux sont déterminés par le conseil d'administration, en accord avec le président. Toutefois, la limitation de ces pouvoirs n'est pas opposable aux tiers, vis-à-vis desquels chaque directeur général a les mêmes pouvoirs que le président.

Lorsqu'un directeur général est administrateur, la durée de ses fonctions ne peut excéder celle de son mandat.

ARTICLE 20 – REMUNERATION DES ADMINISTRATEURS, DU PRESIDENT DES DIRECTEURS GENERAUX ET DES MANDATAIRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

1. L'assemblée générale ordinaire peut allouer aux administrateurs des jetons de présence, dont le montant est porté aux frais généraux de la société et reste maintenu jusqu'à décision contraire de l'assemblée générale.

Le conseil d'administration répartit cette rémunération entre ses membres comme il l'entend.

2. La rémunération du président du conseil d'administration et celle des directeurs généraux est fixée par le conseil d'administration ; elle peut être fixe ou proportionnelle ou à la fois fixe et proportionnelle.

3. Il peut être alloué par le conseil d'administration des rémunérations exceptionnelles pour les missions ou mandats confiés à des administrateurs. Dans ce cas, ces rémunérations sont portées aux charges d'exploitation et soumises à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire.

Aucune autre rémunération, permanente ou non, que celles ici prévues, ne peut être allouée aux administrateurs, sauf s'ils sont liés à la société par un contrat de travail dans les conditions autorisées par la loi.

ARTICLE 21 : CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET UN ADMINISTRATEUR OU UN DIRECTEUR GENERAL

Toute convention entre la société et l'un de ses administrateurs ou directeurs généraux, soit directement, soit par personne interposée, doit être soumise à l'autorisation préalable du conseil d'administration.

Il en est de même pour les conventions entre la société et une autre entreprise, si l'un des administrateurs ou directeurs généraux de la société est propriétaire, associé en nom, gérant, administrateur, directeur général, membre du conseil de surveillance ou du directoire de l'entreprise.

Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux conventions portant sur les opérations courantes de la société et conclues à des conditions normales.

ARTICLE 22 : ACHAT PAR LA SOCIETE D'UN BIEN APPARTENANT A UN ACTIONNAIRE

Lorsque la société, dans les deux ans suivant son immatriculation, acquiert un bien appartenant à un actionnaire et dont la valeur est au moins égale à un dixième du capital social, un commissaire, chargé d'apprécier sous sa responsabilité, la valeur de ce bien, est désigné par décision de justice, à la demande du président du conseil d'administration.

Le rapport du commissaire ainsi que les autres documents prévus par la loi sont mis à la disposition des actionnaires.

L'assemblée générale ordinaire statue sur l'évaluation du bien, à peine de nullité de l'acquisition. Le vendeur n'a voix délibérative, ni pour lui-même ni comme mandataire.

Toutefois, ces dispositions ne sont pas applicables lorsque l'acquisition est faite en bourse, sous le contrôle d'une autorité judiciaire, ou dans le cadre des opérations courantes de la société et conclues à des conditions normales.

TITRE IV

CONTROLE DES COMPTES

ARTICLE 23 : COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le contrôle est exercé par un ou deux commissaires aux comptes titulaires, qui sont nommés et qui exercent leur mission conformément à la loi.

Un ou deux commissaires aux comptes suppléants appelés à remplacer le ou les titulaires pour quelque raison que ce soit, sont nommés en même temps que le ou les titulaires et pour la même durée.

TITRE V

ASSEMBLEES D'ACTIONNAIRES

ARTICLE 24 : ASSEMBLEES GENERALES

Les décisions collectives des actionnaires sont prises en assemblées générales, lesquelles sont qualifiées d'ordinaires, d'extraordinaires ou de spéciales selon la nature des décisions qu'elles sont appelées à prendre.

Toute assemblée générale régulièrement constituée représente l'universalité des actionnaires.

Les délibérations des assemblées générales obligent tous les actionnaires, même absents, dissident ou incapables.

ARTICLE 25 : ONVOCATION ET LIEU DE REUNION DES ASSEMBLEES GENERALES

Les assemblées générales sont convoquées soit par le conseil d'administration, soit par le ou les commissaires aux comptes en cas d'urgence, soit par toute personne habilitée à cet effet.

Les assemblées générales sont réunies au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

La convocation est faite, quinze jours avant la date de l'assemblée, par lettre simple adressée à chaque actionnaire ou si les intéressés en font la demande, par lettre recommandée à leur frais.

Lorsque l'assemblée n'a pu délibérer faute de réunir le quorum requis la deuxième assemblée, et, le cas échéant, la deuxième assemblée prorogée, sont convoquées six jours au moins à l'avance dans les mêmes formes que la première. Les lettres de convocation de cette deuxième assemblée reproduisent la date et l'ordre du jour de la première.

ARTICLE 26 : ORDRE DU JOUR

1. L'ordre du jour des assemblées est arrêté par l'auteur de la convocation.

2. Un ou plusieurs actionnaires, représentant au moins la quotité du capital social fixée par la loi et agissant dans les conditions et délais légaux, ont la faculté de requérir, par lettre recommandée avec accusé de réception, l'inscription à l'ordre du jour de l'assemblée de projets de résolutions.

3. L'assemblée ne peut délibérer sur une question qui n'est pas inscrite à l'ordre du jour, lequel ne peut être modifié sur deuxième convocation. Elle peut toutefois, en toutes circonstances, révoquer un ou plusieurs administrateurs et procéder à leur remplacement.

ARTICLE 27 : ACCES AUX ASSEMBLEES - POUVOIRS

1. Tout actionnaire a le droit d'assister aux assemblées générales et de participer aux délibérations, personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, sur simple justification de son identité et également de la propriété de ses titres sous la forme et dans le délai mentionnés dans la convocation, sans toutefois que ce délai puisse excéder cinq jours avant la réunion de l'assemblée.

2. Tout actionnaire ne peut se faire représenter que par son conjoint ou par un autre actionnaire. A cet effet, le mandataire doit justifier de son mandat.

Les représentants légaux d'actionnaires juridiquement incapables et les personnes physiques représentants des personnes morales actionnaires prennent part aux assemblées, qu'ils soient ou non personnellement actionnaires.

3. Dans toute assemblée, chaque actionnaire peut voter par correspondance au moyen d'un formulaire établi et adressé à la société dans les conditions fixées par la loi. Ce formulaire doit parvenir à la société trois jours avant la date de la réunion de l'assemblée faute de quoi, il n'en sera pas tenu compte.

ARTICLE 28 : FEUILLE DE PRESENCE – BUREAU – PROCES VERBAUX

1. A chaque assemblée est tenue une feuille de présence contenant les indications prescrites par la loi.

2. Les assemblées sont présidées par le président du conseil d'administration ou, en son absence, par un administrateur spécialement délégué à cet effet par le conseil.

A défaut de la personne habilitée ou désignée pour présider l'assemblée, celle-ci élit son président.

Les fonctions de scrutateurs sont remplies par les deux actionnaires, présents et acceptant, disposant tant par eux-mêmes que comme mandataire, du plus grand nombre de voix.

Le bureau ainsi composé désigne un secrétaire qui peut ne pas être actionnaire.

3. Les procès-verbaux sont dressés et les copies ou extraits des délibérations sont délivrés et certifiés conformément à la loi.

ARTICLE 29 : QUORUM – VOTE – NOMBRE DE VOIX

1. Dans les assemblées générales ordinaires et extraordinaires, le quorum est calculé sur l'ensemble des actions composant le capital social et, dans les assemblées spéciales, sur l'ensemble des actions de la catégorie intéressée, déduction faite des actions privées du droit de vote en vertu des dispositions de la loi.

En cas de vote par correspondance, le quorum est calculé compte tenu des actions des actionnaires ayant adressé leur formulaire dans le délai prescrit, lorsque l'assemblée est appelée à voter sur des résolutions inscrites à l'ordre du jour ou sur une proposition ayant pour objet ou pour effet d'amender ou de rendre inopérante, en tout ou en partie, une résolution figurant à l'ordre du jour. En revanche, ces actions ne sont pas prises en compte lorsque l'assemblée est appelée à délibérer sur une question soulevée en séance.

2. Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel au capital qu'elles représentent. Chaque action de capital ou de jouissance donne droit à une voix au moins.

Toutefois, lorsque les actions de la société sont possédées par une ou plusieurs sociétés dont elle détient directement ou indirectement le contrôle, il ne peut être tenu compte des droits de vote attachés à ces actions que dans la limite de 10 % des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés.

En cas de vote par correspondance, les actions des actionnaires ayant adressé leur formulaire dans les délais requis, participent au vote lorsque l'assemblée est appelée à délibérer sur des résolutions inscrites à l'ordre du jour, mais elles ne prennent pas part à ce vote si l'assemblée est appelée à voter sur une question soulevée en séance.

Toutefois, lorsque la proposition soumise au vote a pour objet ou pour effet d'amender ou de rendre inopérante, en totalité ou en partie, une résolution figurant à l'ordre du jour, lesdites actions sont considérées comme votant contre la proposition, quel que soit le sens du vote émis sur la résolution.

3. Le vote a lieu et les suffrages sont exprimés, à main levée, ou par assis et levés, ou par appel nominal, selon ce qu'en décide le bureau de l'assemblée.

ARTICLE 30 – ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

1. L'assemblée générale ordinaire est celle qui est appelée à prendre toutes décisions qui ne modifient pas les statuts.

Elle est réunie au moins une fois l'an, dans les délais légaux et réglementaires en vigueur, pour statuer sur les comptes de l'exercice social précédent.

2. L'assemblée générale ordinaire ne délibère valablement, sur première convocation, que si les actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance possèdent au moins le quart des actions ayant le droit au vote.

Sur deuxième convocation, aucun quorum n'est requis.

Elle statue à la majorité des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés y compris celles des actionnaires ayant voté par correspondance, sous réserve des limitations et des précisions mentionnées à l'article 29.

ARTICLE 31 : ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

1. L'assemblée générale extraordinaire est seule habilitée à modifier les statuts dans toutes leurs dispositions. Elle peut notamment décider la transformation de la société en société d'une autre forme civile ou commerciale. Elle ne peut toutefois augmenter les engagements des actionnaires, sous réserve des opérations résultant d'un échange ou d'un regroupement d'actions régulièrement décidé et effectué.

2. L'assemblée générale extraordinaire ne délibère valablement que si les actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance possèdent au moins, sur première convocation, la moitié et, sur deuxième convocation, le quart des actions ayant le droit de vote. A défaut de ce dernier quorum, la deuxième assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée.

Elle statue à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés y compris les actionnaires ayant voté par correspondance, sous réserve des limitations et des précisions mentionnées à l'article 29.

3. Par dérogation légale aux dispositions qui précèdent, l'assemblée générale qui décide une augmentation de capital par voie d'incorporation de réserve, bénéfices ou primes d'émission, peut statuer aux conditions de quorum et de majorité d'une assemblée générale ordinaire.

En outre, dans les assemblées générales extraordinaires appelées à délibérer sur l'approbation d'un apport en nature ou l'octroi d'un avantage particulier, l'apporteur ou le bénéficiaire dont les actions sont privées du droit de vote, n'a voix délibérative, ni pour lui-même ni comme mandataire, et chacun des autres actionnaires dispose d'un nombre de voix égal à celui des actions qu'il possède sans que ce nombre puisse excéder dix, le mandataire d'un actionnaire disposant des voix de son mandant dans les mêmes conditions et limite.

ARTICLE 32 : DROIT DE COMMUNICATION DES ACTIONNAIRES

Tout actionnaire a le droit d'obtenir communication des documents nécessaires pour lui permettre de se prononcer en connaissance de cause et de porter un jugement informé sur la gestion et la marche de la société.

La nature de ces documents et les conditions de leur envoi ou mise à disposition sont déterminées par la loi.

TITRE VI

COMPTES – RESULTATS – AFFECTATION REPARTITION DES RESULTATS

ARTICLE 33 : EXERCICE SOCIAL

L'année sociale commence ainsi qu'il est dit à l'article 5 des présents statuts.

ARTICLE 34 : INVENTAIRE – COMPTES ANNUELS

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi.

A la clôture de chaque exercice, le conseil d'administration dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date.

Il dresse également le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulatif les produits et les charges de l'exercice ainsi que l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Il est procédé, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice, aux amortissements et provisions nécessaires. Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis par la société est mentionné à la suite du bilan.

Le conseil d'administration établit le rapport de gestion sur la situation de la société durant l'exercice écoulé, son évolution prévisible, les événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle il est établi, ses activités en matière de recherche et de développement.

ARTICLE 35 : FIXATION – AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice de l'exercice.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé 5 % au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une raison quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve, en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Ce bénéfice est réparti entre tous les actionnaires proportionnellement au nombre d'actions appartenant à chacun d'eux. L'assemblée générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur les bénéfices de l'exercice. Hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux actionnaires lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable. Il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Toutefois, après prélèvement des sommes portées en réserve en application de la loi, l'assemblée générale peut prélever toutes sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou de reporter à nouveau.

ARTICLE 36 : MODALITES DE PAIEMENT DES DIVIDENDES - ACOMPTES

1. L'assemblée générale a la faculté d'accorder à chaque actionnaire pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividendes, une option entre le paiement du dividende ou des acomptes sur dividendes en actions dans les conditions légales ou en numéraire.

2. Les modalités de paiement des dividendes en numéraire sont fixées par l'assemblée générale, ou à défaut, par le conseil d'administration.

La mise en paiement des dividendes en numéraire doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prorogation de ce délai par autorisation de justice.

Toutefois, lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un commissaire aux comptes fait apparaître que la société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires et déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve, en application de la loi ou des statuts, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué des acomptes sur dividendes avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant des acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

Aucune répétition de dividende ne peut être exigée des actionnaires sauf lorsque la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et que la société établit que les bénéficiaires avaient connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances. Le cas échéant, l'action en répétition est prescrite trois ans après la mise en paiement de ces dividendes.

Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits.

ARTICLE 37 : CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL

Si du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le conseil d'administration est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de convoquer l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, dans le délai fixé par la loi et sous réserve des dispositions de l'article 8-2 ci-dessus, réduit d'un montant égal à celui des pertes constatées, si dans ce délai les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

Dans les deux cas, la décision de l'assemblée générale est publiée dans les conditions réglementaires.

En cas d'inobservation des prescriptions de l'un ou plusieurs des alinéas qui précèdent, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société. Il en est de même si les actionnaires n'ont pu délibérer valablement.

Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution, si au jour où il statue sur le fonds, la régularisation a eu lieu.

TITRE VII

DISSOLUTION – LIQUIDATION – CONTESTATIONS

ARTICLE 38 : DISSOLUTION - LIQUIDATION

1. Hormis les cas de dissolution judiciaire prévus par la loi, il y aura dissolution de la société ou sa dissolution pour quelque cause que ce soit entraîne sa liquidation.

2. Sauf en cas de fusion, de scission ou de réunion de toutes les actions en une seule main, l'expiration de la société ou sa dissolution pour quelque cause que ce soit entraîne sa liquidation.

Un ou plusieurs liquidateurs sont alors nommés par cette assemblée générale extraordinaire aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les assemblées générales ordinaires.

Le liquidateur représente la société. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif, même amiable. Il est habilité à payer les créanciers et répartir le solde disponible.

L'assemblée générale des actionnaires peut l'autoriser à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de liquidation.

Le partage de l'actif net subsistant après remboursement du nominal des actions est effectué entre les actionnaires dans les mêmes proportions que leur participation au capital.

3. Si toutes les actions sont réunies en une seule main, l'expiration de la société ou sa dissolution pour quelque cause que ce soit, entraîne la transmission universelle du patrimoine social à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation.

Les créanciers peuvent faire opposition à la dissolution dans le délai de trente jours à compter de la publication de celle-ci. Une décision de justice rejette l'opposition ou ordonne soit le remboursement des créances, soit la constitution de garanties, si la société en offre et si elles sont jugées suffisantes.

La transmission du patrimoine n'est réalisée et il n'y a disparition de la personne morale qu'à l'issue du délai d'opposition ou, le cas échéant, que lorsque l'opposition a été rejetée en première instance ou que lorsque le remboursement des créances a été effectué ou les garanties constituées.

ARTICLE 39 : CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la société ou de sa liquidation, soit entre les actionnaires, les administrateurs et la société, soit entre les actionnaires eux-mêmes, relativement aux affaires sociales, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

AGS SOFT

Société anonyme au capital de 1.255.250 F
Siège social à CHARBONNIERES-LES-BAINS (69260), 26 rue Benoît Bennier

395 008 246 RCS LYON

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 31 AOUT 2000

Le jeudi trente et un août deux mil, à neuf heures, au siège social, les administrateurs se sont réunis en séance du conseil d'administration sur convocation régulière.

Sont présents et émargent le registre de présence :

- Monsieur Laurent FIARD, président,
- Monsieur Christian DONZEL, directeur général,
- Monsieur Alex ARTOLLE,
- Monsieur Roch AUBURTIN.

Sont absents et excusés :

- Madame Danielle DONZEL,
- Madame Christèle FIARD,
- Monsieur Urs Daniel LAEDERACH.

Le conseil réunissant la moitié au moins des administrateurs peut valablement délibérer sous la présidence de Monsieur Laurent FIARD, Monsieur Christian DONZEL remplissant les fonctions de secrétaire.

Monsieur le président rappelle que le conseil a été convoqué à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR

-
- Délégation de signatures,
-

POUVOIRS

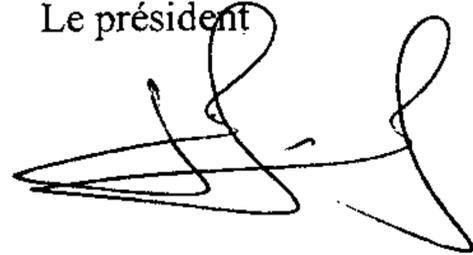
A la suite des décisions qui viennent d'être prises, le conseil donne tous pouvoirs et autorisations nécessaires à Monsieur Christian DONZEL, avec faculté de substituer si besoin est, notamment pour :

- intervenir aux contrats devant régler les clauses, charges et conditions de la fusion avec ACTUALIS HOLDING, le tout dans les termes et aux conditions indiquées ci-dessus,
- en conséquence, accomplir toutes opérations, prendre tous engagements et décisions, faire toutes démarches et déclarations, établir la désignation complète des biens apportés, dresser toutes origines de propriété, remettre ou se faire remettre toutes justifications, stipuler ou accepter toutes réserves, consentir toutes subrogations, accomplir toutes les formalités nécessaires pour arriver à la régulière transmission des biens apportés,
- intervenir le cas échéant à tous actes modificatifs, confirmatifs, réitératifs, complémentaires ou autres,
- signer les déclarations prévues à l'article 374 de la loi du 24 juillet 1966,
- aux diverses fins ci-dessus, passer et signer tous actes, pièces et documents, élire domicile et, généralement, faire tout ce qui sera nécessaire pour assurer la réalisation et l'exécution complète des fusions tel que le tout est ci-dessus prévu.

CLOTURE

Plus rien n'étant à délibérer, la séance est levée.

Pour extrait certifié conforme
Le président



AGS SOFT

Société anonyme au capital de 1.255.250 F
Siège social à CHARBONNIERES LES BAINS (69260), 26, rue Benoit Bennier

395 008 246 RCS LYON

PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE ET ORDINAIRE DU 2 OCTOBRE 2000

Le lundi deux octobre deux mil, à dix heures trente, dans les bureaux du Cabinet RATHEAUX situés à Lyon (3ème) 40, rue de Bonnel, les actionnaires se sont réunis en assemblée générale extraordinaire et ordinaire sur convocation du conseil d'administration.

Monsieur Laurent FIARD, président du conseil d'administration, préside l'assemblée conformément aux statuts.

Monsieur Christian DONZEL et Monsieur Alex ARTOLLE, les actionnaires présents, disposant des plus grands nombres de voix et acceptant, sont scrutateurs.

Le bureau ainsi constitué désigne comme secrétaire Madame Ingrid PLUVY.

Le Cabinet BDO GENDROT, commissaire aux comptes, régulièrement convoqué est absent et excusé.

Le président indique que les actionnaires ont été convoqués à la présente assemblée, dans les formes et délai légaux et statutaires, au moyen d'une lettre ordinaire adressée au dernier domicile connu de chacun d'eux avec l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR

- Rapports du conseil d'administration, du commissaire aux apports et du commissaire à la fusion et du commissaire aux comptes,
- Fusion de la société avec la société ACTUALIS HOLDING par voie d'absorption de cette dernière,
- Augmentation corrélative du capital social,
- Pouvoirs au conseil d'administration pour opérer tous prélèvements sur la prime de fusion,
- Réduction du capital de 908.750 F par annulation de 3.635 actions AGS SOFT reçues dans le cadre de la fusion,
- Approbation de l'apport de 3.000 actions TIXINFO et augmentation corrélative du capital social,

FACILEMENT ANNULÉE
Art. 106 DU C. G. I.
Arrêté du 20 Mars 1953

- Approbation de l'apport de 500 parts sociales BLACKBOX et augmentation corrélative du capital social,
- Augmentation de 727.750 F du capital social par l'émission, au prix de 10.306 F chacune, de 2.911 actions nouvelles de 250 F nominal chacune, à souscrire en numéraire ou par compensation avec des créances liquides et exigibles et à libérer intégralement à la souscription ; suppression du droit préférentiel de souscription au profit de TRION INVESTMENTS Limited, G.I.D., FCPR JET INNOVATION 1, Messieurs Aymard de LASTEYRIE DU SAILLANT, Pierre MICHEL, François LOMBARD et Vincent CHOVE.
- Augmentation de 20.000 F du capital social par l'émission au prix de 10.306 F chacune de 80 actions nouvelles de 250 F nominal chacune, à souscrire en numéraire et à libérer intégralement à la souscription avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit de Monsieur Jean-Pierre BRICHANT,
- Modification corrélative des articles 6 et 7 des statuts pour refléter les modifications de capital,
- Emission de 7.762 bons autonomes de souscription d'actions, avec suppression du droit préférentiel de souscription,
- Autorisation au conseil d'administration de consentir à certaines catégories de salariés de la société et ses filiales des options de souscription d'actions,
- Nomination de deux nouveaux administrateurs en adjonction à ceux en exercice.

La feuille de présence, dûment émargée par les actionnaires présents et les mandataires des actionnaires représentés et certifiée exacte par les membres du bureau, fait apparaître que les actionnaires présents ou représentés ou votant par correspondance possèdent 4.680 actions sur les 5.021 actions ayant le droit de vote.

Le président fait observer :

- que tous les documents et renseignements prescrits par la réglementation en vigueur ont été communiqués aux actionnaires ou tenus à leur disposition dans les conditions légales,
- que la présente assemblée, régulièrement convoquée et constituée, réunissant le quorum prescrit par la loi, peut valablement délibérer.

Le président dépose sur le bureau, à la disposition des membres de l'assemblée :

- une copie des statuts,
- un spécimen de la lettre de convocation adressée aux actionnaires,
- le récépissé postal de l'envoi recommandé de la lettre de convocation du commissaire aux comptes ainsi que l'avis de réception signé par ce dernier,
- la feuille de présence,
- le rapport établi par le conseil d'administration,
- les rapports du commissaire aux apports et du commissaire à la fusion et du commissaire aux comptes,
- le texte des projets de résolutions présenté par le conseil d'administration.

FACE ANNULÉE
Art. 905 DU C. I.
Arrêté du 20/11/2008

Ces pièces sont reconnues régulières par le bureau.

Le président ouvre alors la délibération par la lecture du rapport de gestion du conseil d'administration.

Cette lecture terminée, le président présente à l'assemblée le bilan, le compte de résultats et l'annexe.

Puis, il fait donner lecture des rapports du commissaire aux apports et du commissaire à la fusion et du commissaire aux comptes.

Cette lecture terminée, la parole est offerte aux actionnaires. Personne ne la demandant, les résolutions suivantes sont lues et mises successivement aux voix :

PREMIERE RESOLUTION
(Fusion avec la société Actualis Holding)

L'assemblée générale,

lecture entendue des rapports du conseil d'administration et du commissaire à la fusion,

connaissance prise du projet de contrat de fusion établi suivant acte sous seings privés en date du 31 août 2000 et réglant l'absorption par la société Ags Soft de la société Actualis Holding, à responsabilité limitée au capital de 60.000 F dont le siège social est à Charbonnières Les Bains (69260), 24 rue Benoît Bennier et immatriculée sous le numéro 408 544 864 RCS Lyon, cette dernière faisant apport de la totalité des éléments constituant son actif contre la prise en charge de son passif qui, compte tenu de l'adoption préalable par l'assemblée générale de ses associés de la fusion avec la société Ags Solutions, sont respectivement évalués à 113.400.634,90 F et à 4.856.444,77 F, en sorte que l'actif net apporté s'élève à 108.544.190,13 F,

approuve ce projet et décide la fusion de la société avec la société Actualis Holding et, en conséquence, l'augmentation de 2.558.000 F du capital devant en résulter par la création, avec une prime globale de fusion de 105.986.190,13 F, de 10.232 actions de la société de 250 F nominal chacune, entièrement libérées et portant jouissance du 1er janvier 2000, à attribuer à la société Actualis Holding en rémunération de ses apports et à répartir entre ses associés à raison de 5.116 actions Ags Soft pour 300 parts Actualis Holding,

et, prenant acte de l'approbation, par l'assemblée générale extraordinaire des associés de la société Actualis Holding réunie ce jour, de la fusion-absorption de la société Ags Solutions et de la présente fusion,

constate que les conditions auxquelles la présente opération était subordonnée se trouvent réalisées, en sorte que par l'approbation de la présente résolution, la fusion de la société avec la société Actualis Holding se trouve également réalisée.

FACE ANNULÉE
Art. 905 DU C. G. I.
Arrêté du 20/11/1958

Considérant que la société Actualis Holding est, du fait de l'absorption préalable de la société Ags Solutions, propriétaire de 3.635 actions Ags Soft, l'assemblée générale décide que ces 3.635 actions sont annulées par confusion et que le capital social est réduit en conséquence de 908.750 F.

A la suite des opérations objet de la présente résolution, le capital social est finalement augmenté de 1.649.250 F, et s'élève à 2.904.500 F, divisé en 11.618 actions de 250 F nominal chacune.

Cette résolution est adoptée, à mains levées, à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION (Apport de titres Tixinfo)

L'assemblée générale,

lecture entendue des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux apports,

connaissance prise du projet du contrat établi suivant acte sous seings privés en date du 31 août 2000 aux termes duquel Messieurs Jean-Louis Tixier et Alain Combier font apport à la société respectivement des 1.740 et 1.260 actions de 100 F nominal de la société Tixinfo (société anonyme dont le siège est à 69160 Tassin La Demi Lune, « Les Bureaux Verts », 12 B Chemin du Professeur Depéret, immatriculée sous le numéro 387 495 799 RCS Lyon) leur appartenant pour une valeur par action de 6.720 F,

approuve ce projet de contrat d'apport et la valeur des apports qu'il contient,

et décide, en conséquence, d'augmenter le capital social de 489.000 F, par l'émission, avec une prime globale de 19.671.000 F, de 1.956 actions de 250 F nominal chacune, entièrement libérées et portant jouissance du 1er janvier 2000, à attribuer aux apporteurs en rémunération de leurs apports, savoir :

- Monsieur Jean-Louis Tixier, 1.134 actions,
- Monsieur Alain Combier, 822 actions.

L'assemblée générale, prenant acte de l'approbation, par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société Tixinfo réunie ce jour de l'apport par la société Ags Solutions de sa branche d'activité de "distribution et commercialisation de tous produits, matériels informatiques et logiciels", dans les conditions prévues par le projet de contrat d'apport entre ces deux sociétés du 31 août 2000,

constate que les conditions auxquelles la présente opération était subordonnée se trouvent réalisées, en sorte que par l'approbation de la présente résolution, les apports de 3.000 titres Tixinfo par Messieurs Jean-Louis Tixier et Alain Combier se trouvent également réalisés.

FACE A
Art. 905
Arrêté du
1. 3. 9
85611358
LE E

A la suite des opérations objet de la présente résolution, le capital social s'élève à 3.393.500 F, divisé en 13.574 actions de 250 F nominal chacune.

Cette résolution est adoptée, à mains levées, à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION (Apport de titres Blackbox)

L'assemblée générale,

lecture entendue des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux apports,

connaissance prise du projet du contrat établi suivant acte sous seings privés en date du 31 août 2000 aux termes duquel il est fait apport à la société de 500 parts sociales de 100 F nominal de la société Black Box (société à responsabilité limitée dont le siège est à 69260 Charbonnières Les Bains, 24 rue Benoît Bennier, immatriculée sous le numéro 413 088 485 RCS Lyon) pour une valeur globale de 10.500.000 F, par les personnes suivantes :

- | | |
|---------------------------------|-----------|
| • Monsieur Antoine COULLAUDON | 50 parts |
| • Monsieur Olivier XUEREF | 100 parts |
| • Monsieur Olivier de PURY | 50 parts |
| • Monsieur Christian COURTAUT | 50 parts |
| • La société CAL INVEST | 150 parts |
| • La société KIWI COMMUNICATION | 100 parts |

approuve ce projet de contrat d'apport et la valeur des apports qu'il contient,

et décide, en conséquence, d'augmenter le capital social de 253.500 F, par l'émission, avec une prime globale de 10.246.500 F, de 1.014 actions de 250 F nominal chacune, entièrement libérées et portant jouissance du 1er janvier 2000, à attribuer aux apporteurs en rémunération de leurs apports, savoir :

- Monsieur COULLAUDON, 101 actions,
- Monsieur XUEREF, 203 actions,
- Monsieur de PURY, 101 actions,
- Monsieur COURTAUT, 101 actions,
- la société CAL INVEST, 305 actions,
- la société KIWI COMMUNICATION, 203 actions.

FACE ANNULÉ
Art. 905 DU C. G.
Arrêté du 20 Mars 1953

A la suite des opérations objet de la présente résolution, le capital social s'élève à 3.647.000 F, divisé en 14.588 actions de 250 F nominal chacune.

Cette résolution est adoptée, à mains levées, à l'unanimité.

QUATRIEME RESOLUTION
(Prélèvement sur les primes d'émission)

L'assemblée générale décide d'imputer le montant de 36.553.560 F correspondant à la différence entre la valeur d'apport et la valeur nominale des 3.635 actions Ags Soft apportées par la société Actualis Holding et résultant de leur annulation, sur la prime de fusion de 105.986.190,13 F constatée sous la première résolution.

Elle donne en outre au conseil d'administration tous pouvoirs avec faculté de délégation pour effectuer sur la prime de fusion créée sous cette résolution et les primes d'apport créées sous les deuxième et troisième résolution, tels prélèvements qu'il appréciera notamment pour la dotation de toutes provisions ou réserves et pour la couverture de tous frais et charges en relation directe avec ces opérations.

Cette résolution est adoptée, à mains levées, à l'unanimité.

CINQUIEME RESOLUTION
(Augmentation de capital réservée aux investisseurs financiers)

L'assemblée générale,

lecture entendue des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes,

prenant acte de l'adoption des résolutions qui précèdent et que le capital social est intégralement libéré,

décide d'augmenter le capital social de sept cent vingt sept mille sept cent cinquante francs (727.750 F), par l'émission, au prix de 10.306 F chacune, de 2.911 actions 250 F nominal chacune et création d'une prime globale d'émission de 29.273.016 F, à libérer intégralement de leur valeur nominale et de la prime à la souscription, soit en numéraire, soit par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la société.

La souscription de ces 2.911 actions est réservée exclusivement :

- à la société TRION INVESTMENTS Limited pour 873 actions,
- à la société G.I.D pour 874 actions,
- au FCPR JET INNOVATION 1 pour 1.164 actions, étant précisé que le fonds pourra se substituer les membres de son équipe de gestion pour la souscription d'un montant maximal de 11 actions, composée de Messieurs Aymard de LASTEYRIE, Pierre MICHEL, François LOMBARD et Vincent CHOVE,

FACE
Art. 914 C. G. I.
Arrêté du 20 Mars 1958

en faveur desquels les actionnaires actuels renoncent expressément au droit préférentiel de souscription à titre irréductible qu'ils tiennent de la loi et des statuts.

Les 2.911 actions nouvelles porteront jouissance du 1^{er} janvier 2000.

Les sommes provenant de ces souscriptions seront versées ou virées sur un compte ouvert par la société auprès de la Lyonnaise de Banque, agence de Tassin La Demi Lune (69160), dont le numéro est le suivant 0049811569H 91.

L'assemblée générale donne tous pouvoirs au conseil d'administration, ou à ses délégués, pour :

- constater la souscription, la libération intégrale et la réalisation de l'augmentation du capital objet des présentes,
- procéder à la modification corrélative de l'article 6 des statuts.

A la suite des opérations objet de la présente résolution, le capital social s'élèvera à 4.374.750 F, divisé en 17.499 actions de 250 F nominal chacune.

Cette résolution est adoptée, à mains levées, à l'unanimité.

SIXIEME RESOLUTION

(Augmentation de capital réservée à Monsieur Jean-Pierre BRICHANT)

L'assemblée générale,

lecture entendue des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes,

prenant acte de l'adoption des résolutions qui précèdent et que le capital social est intégralement libéré,

décide d'augmenter le capital social de vingt mille francs (20.000 F), par l'émission, au prix de 10.306 F chacune, de 80 actions de 250 F nominal chacune et création d'une prime globale d'émission de 804.480 F, à libérer intégralement de leur valeur nominale et de la prime à la souscription, soit en numéraire, soit par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la société.

La souscription de ces 80 actions est réservée exclusivement à Monsieur Jean-Pierre BRICHANT en faveur duquel les actionnaires actuels renoncent expressément au droit préférentiel de souscription à titre irréductible qu'ils tiennent de la loi et des statuts.

Les 80 actions nouvelles porteront jouissance du 1^{er} janvier 2000.

Les sommes provenant de ces souscriptions seront versées ou virées sur un compte ouvert par la société auprès de la Lyonnaise de Banque, agence de Tassin La Demi Lune (69160), dont le numéro est le suivant 0049811569H 91.

L'assemblée générale donne tous pouvoirs au conseil d'administration, ou à ses délégués, pour :

- constater la souscription, la libération intégrale et la réalisation de l'augmentation de capital objet des présentes,
- procéder à la modification corrélative de l'article 6 des statuts.

A la suite de l'opération objet de la présente résolution, le capital social s'élèvera à 4.394.750 F, divisé en 17.579 actions de 250 F nominal chacune.

Cette résolution est adoptée, à mains levées, à l'unanimité.

SEPTIEME RESOLUTION
(Emission de bons de souscription d'actions avec suppression
du droit préférentiel de souscription)

L'assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration et du rapport spécial du commissaire aux comptes,

- décide de procéder à l'émission de 7.762 bons, à souscrire au prix unitaire de 1F, conférant à leurs titulaires, à tout moment ou à date fixe, le droit de souscrire des actions de la société,
- décide que l'augmentation de capital qui pourra résulter immédiatement ou à terme de la présente émission sera limitée à un montant nominal de 1.940.500 F,
- décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions qui seront émises par exercice des bons.

L'assemblée générale décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des bons de souscription d'actions au profit des propriétaires d'actions de la société après réalisation des fusion et apports objet des trois premières résolutions de la présente assemblée, dans les proportions qui sont indiquées à la fin de la présente résolution.

Les sommes provenant des souscriptions de ces bons seront versées ou virées sur un compte ouvert par la société auprès de la Lyonnaise de Banque, agence de Tassin La Demi Lune (69160), dont le numéro est le suivant 0049811569H 91.

Les bons ne pourront être exercés qu'en fonction et au prorata des « valorisations complémentaires » de la société Ags Soft, telles qu'elles sont définies ci-après, et devront permettre aux souscripteurs des bons de détenir, après exercice de ces bons, le pourcentage du capital qu'ils auraient détenu si l'augmentation de capital objet de la cinquième résolution était réalisée sur la base d'une valorisation de la société Ags Soft égale à 150.343.928 F majorée des valorisations complémentaires ci-après définies.

Les principales caractéristiques de ces bons seront les suivantes :

- nombre de bons émis : 7.762

- prix d'émission des bons : 1 F
- chaque bon donnera droit de souscrire une action au prix de 250 F, soit la valeur nominale, pendant une durée expirant le 30 juin 2002.
- les bons ne pourront être exercés que dans les conditions suivantes :
 - une première tranche de 1.455 bons de souscription au maximum pourront être exercés en fonction d'une valorisation complémentaire de la société (ci-après « V1 ») d'un montant maximal de 15 millions de francs (portant ainsi la valorisation de la société retenue pour l'augmentation de capital réservée aux investisseurs à un montant maximal de 165.343.928 F).

V1 sera déterminée sur la base du chiffre d'affaires consolidé des sociétés du groupe AGS (ci-après « CA ») ressortant des comptes, certifiés par les commissaires aux comptes, de l'exercice devant se clore le 31 décembre 2000, sur la base d'une durée de douze mois.

Il est précisé que pour déterminer le chiffre d'affaires consolidé, il a été convenu d'intégrer dans ce chiffre d'affaires, le chiffre d'affaires réalisé par la société Black Box entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2000, nonobstant la clôture de son exercice au 30 juin 2000.

Ainsi, V1 sera déterminée sur la base de la formule suivante :

$$V1 = \frac{15MF \times (CA - 85MF)}{31MF}$$

Le nombre de bons (ci-après « NBSA ») pouvant être exercés au titre de la première tranche sera égal à :

$$NBSA = 1.455 \times \frac{V1}{15MF}$$

NBSA étant toujours arrondi au chiffre entier le plus proche.

- une seconde tranche de 1.455 bons de souscription au maximum pourront être exercés en fonction d'une valorisation complémentaire de la société (ci-après « V2 ») d'un montant maximal de 15 millions de francs (portant ainsi la valorisation de la société retenue pour l'augmentation de capital précitée à un montant maximal de 180.343.928 F).

V2 sera déterminée sur la base du résultat d'exploitation consolidé (ci-après « RE »), à périmètre constant, ressortant des comptes, certifiés par les commissaires aux comptes, de l'exercice devant se clore le 31 décembre 2001, sur la base d'une durée de douze mois.

Ainsi, V2 sera déterminée sur la base de la formule suivante :

$$V2 = 20 MF \times \frac{RE + 2,5MF}{10}$$

FACE FINI
Art. 905 D.J. O. G. I.
Arrêté du 22 Mars 1958

$$\text{Et NBSA} = 1.455 \times \frac{V2}{15MF}$$

- une troisième tranche de 4.852 bons de souscription au maximum pourront être exercés en fonction d'une valorisation complémentaire de la société (ci-après « V3 ») d'un montant maximal de 50 millions de francs (portant ainsi la valorisation de la société retenue pour l'augmentation de capital précitée à un montant maximal de 230.343.928 F).

V3 sera déterminée en fonction de la valorisation, avant opération, de la société Ags Soft (ci-après « v ») retenue dans le cadre :

- soit d'une émission de valeurs mobilières qui se traduirait ou serait susceptible de se traduire à terme par une augmentation des capitaux propres de la société au moins égale à quarante millions de francs (40.000.000 F) et qui serait souscrite par des investisseurs autres que les investisseurs visés sous la cinquième résolution,
- soit d'une inscription des valeurs mobilières de la société Ags Soft sur un marché réglementé,
- soit de la cession de plus de 50 % de son capital,

sous réserve que l'une ou l'autre de ces opérations intervienne au plus tard le 31 décembre 2001.

V3 sera décomposée en deux tranches (V3a et V3b) déterminées sur la base des formules suivantes :

$$V3a = \frac{25MFx(v - 350MF)}{250MF}$$

$$V3b = \frac{25MFx(v - 600MF)}{250MF}$$

Sur ces bases, le nombre de bons pouvant être exercés sera égal à :

$$\text{NBSA au titre de V3a} = 2.426 \times \frac{V3a}{25MF}$$

$$\text{NBSA au titre de V3b} = 2.426 \times \frac{V3b}{25MF}$$

Si V3a et/ou V3b devaient s'appliquer, V2 s'appliquerait automatiquement pour son montant maximal, c'est-à-dire 15 millions de francs, quel que soit le résultat d'exploitation consolidé atteint au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2001.

Le nombre de bons pouvant être exercés (NBSA) sera réparti entre les porteurs des bons à proportion du nombre de bons détenu par chacun par rapport au nombre total de bons existant.

FACE ANNULÉE
Art. 905 C. J. C. G. I.
Arrêté du 20 Mars 1958

Les bons de souscription qui n'auraient pas pu être exercés en application des dispositions ci-dessus deviendraient caducs.

L'assemblée générale donne au conseil d'administration les pouvoirs les plus larges pour mettre en œuvre la présente autorisation, constater la réalisation des augmentations de capital consécutives à l'exercice des bons, décider de l'affectation ou de l'usage de toute prime d'émission et pour apporter aux statuts sociaux les modifications découlant de la réalisation de la présente décision.

Les bons objet de la présente résolution devront être émis dans le délai d'un an à compter de la présente assemblée.

Liste des actionnaires bénéficiaires de la suppression du droit préférentiel de souscription et nombre de bons pouvant être souscrits par chacun d'eux :

NOM	NOMBRE DE BONS
ARTOLLE	165
AUBURTIN	28
DONZEL C.	2.722
DONZEL D.	1
FIARD C.	1
FIARD L.	2.722
KIZLIK	34
TIXIER J.L.	603
COMBIER A.	437
CAL INVEST	162
KIWI	108
COULLOUDON	54
COURTAUT	54
De PURY	54
XUEREF	108
CHAVIT	81
COATAEL	67
COHEN	19
GALLAND	8
JACON	16
LAEDERACH U	101
LAEDERACH J	81
MALRAISON	41
ARNAUD	1
BAILLARGEAT	4
BARRY	1
BERTRAND	3
BILLON	3

FACE ANNULÉE
Art. 905 DU C. G. I.
Arrêté du 20 Mars 1958

BESSON	1
BLACHON	5
PARASSIN	1
CHOLLAT	5
CHOSSON	5
CIMETIERE	3
COUET	15
DESENNE	1
DOUCET	8
GEANDARME	1
GERBE	5
HERBIN	1
KOLACZYNSKI	1
LAVABRE	1
LEGROUIEC	3
LUTAUD	3
MAXIMOFF	1
MIRVAL	1
PEREIRA	10
PLUVY	1
RIFAUX	5
RIERE	1
SELVA	1
ANTOINE	4
TOTAL	7.762

Cette résolution est adoptée, à mains levées, à l'unanimité.

HUITIEME RESOLUTION (Options de souscription d'actions)

L'assemblée générale,

connaissance prise du rapport du conseil d'administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes établis conformément aux dispositions de l'article 208-1 de la loi du 24 juillet 1966,

autorise le conseil d'administration à consentir, en une ou plusieurs fois, et pendant un délai de cinq ans à compter de la présente assemblée, des options de souscription d'actions de la société au profit de salariés ou de mandataires sociaux (à l'exception de Messieurs Christian DONZEL, Laurent FIARD, Jean-Louis TIXIER et Alain COMBIER) de la société et des sociétés ou groupements visés à l'article 208-4 de la loi du 24 juillet 1966, leur donnant droit de souscrire des actions nouvelles de la société.

Le nombre total d'options consenties ne pourra avoir pour effet de donner droit à souscrire plus de 1.122 actions de la société.

Le prix de souscription des actions fixé par le conseil d'administration à la date où l'option sera consentie sera égal au prix d'émission des actions fixé lors de l'augmentation de capital en numéraire la plus récente à cette date, soit 10.306 F par action à ce jour.

Chaque bénéficiaire d'options ne pourra exercer ses options que par tiers sur trois ans à compter de leur attribution, à condition d'être toujours salarié ou dirigeant de la société ou d'une société ou groupement visés à l'article 208-4 de la loi du 24 juillet 1966 ; les actions souscrites par exercice des options ne pourront être cédées avant l'expiration d'un délai de 5 ans à compter de leur attribution.

Les actions souscrites auront droit aux dividendes distribués au titre de l'exercice en cours lors de leur souscription.

La présente autorisation comporte, au profit des bénéficiaires des options de souscription, renonciation expresse des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions qui seront émises au fur et à mesure des levées d'option.

Les augmentations du capital social résultant des levées d'option seront réalisées par le seul fait de la souscription des actions nouvelles accompagnées des versements de libération qui pourront être effectués en numéraire ou par compensation de créances certaines, liquides et exigibles sur la société.

Si pendant la période durant laquelle les options consenties pourront être exercées, la société réalise l'une des opérations financières prévues par la loi, le conseil d'administration devra procéder, dans les conditions réglementaires, à un ajustement du prix et/ou du nombre des actions susceptibles d'être souscrites par l'exercice des options consenties.

Tous pouvoirs sont conférés au conseil d'administration pour :

- désigner les bénéficiaires des options,
- arrêter le nombre d'options consenties à chacun d'eux,
- fixer, dans les limites sus-indiquées, le prix de souscription des actions et le délai pendant lequel les options pourront être exercées,
- imposer, le cas échéant, un délai pendant lequel les options ne pourront pas être exercées,
- déterminer les autres conditions et modalités d'exercice des options,
- suspendre temporairement l'exercice des options en cas de réalisation d'opérations impliquant le détachement d'un droit,
- imputer les frais d'augmentation de capital sur le montant des primes afférentes à ces augmentations,

FACE ANNULÉE
Art. 905 DU C. G. I.
Arrêté du 20 Mars 1958

- prendre toutes décisions nécessaires dans le cadre de la présente autorisation, consentir toutes délégations,
- constater la ou les augmentations de capital résultant de l'exercice des options, modifier les statuts en conséquence et, généralement, faire tout ce qui est nécessaire.

L'assemblée générale décide également que la libération des actions nouvelles pour l'exercice des options pourra être effectuée en euros.

Cette résolution est adoptée, à mains levées, à l'unanimité.

NEUVIEME RESOLUTION (Nomination d'un administrateur)

L'assemblée générale nomme Madame Marie ASSELIN, demeurant à Paris (75007), 109 rue du Bac, aux fonctions d'administrateur pour une durée de six ans qui expirera à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2005.

Cette résolution est adoptée, à mains levées, à l'unanimité.

DIXIEME RESOLUTION (Nomination d'un administrateur)

L'assemblée générale nomme la société G.I.D. domiciliée à Neuilly (92200), 122 avenue Charles de Gaulle, aux fonctions d'administrateur pour une durée de six ans qui expirera à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2005.

Cette résolution est adoptée, à mains levées, à l'unanimité.

CLOTURE

Plus rien n'étant à délibérer et personne ne demandant la parole, la séance est levée.

Le président



Les scrutateurs

Le secrétaire

VISÉ PAR LE BUREAU DE LA RECETTE
DE LA MAIRIE DE PARIS LE 02 NOV. 2000
F° 89 367/12.....

REÇU [Mille cent vingt F
- D. S. M. Mille cent F

Signature :

Mlle FITTE
Agent de Constatation Principal



DUPLICATA

FACE ANNULÉE
Art. 90^b D.J. C. G. I.
Arrêté du 22 Mars 1958

AGS SOFT

Société anonyme au capital de 3.647.000 F
Siège social à CHARBONNIERES LES BAINS (69260), 26 rue Benoît Bennier

395 008 246 RCS LYON

PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DU 31 OCTOBRE 2000

Le mardi trente et un octobre deux mil, à neuf heures, au siège social, les actionnaires se sont réunis en assemblée générale extraordinaire sur convocation du conseil d'administration.

Monsieur Laurent FIARD, président du conseil d'administration, préside l'assemblée conformément aux statuts.

Monsieur Christian DONZEL et Monsieur Marc BAILLARGEAT, les actionnaires présents, disposant des plus grands nombres de voix et acceptant, sont scrutateurs.

Le bureau ainsi constitué désigne comme secrétaire Madame Ingrid PUVY.

Le Cabinet BDO GENDROT, commissaire aux comptes, régulièrement convoqué est absent et excusé.

Le président indique que les actionnaires ont été convoqués à la présente assemblée, dans les formes et délai légaux et statutaires, au moyen d'une lettre ordinaire adressée au dernier domicile connu de chacun d'eux avec l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR

- Rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes,
- Augmentation de 24.250 F du capital social par l'émission au prix de 10.306 F chacune de 97 actions nouvelles de 250 F nominal chacune, à souscrire en numéraire et à libérer intégralement à la souscription avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit de Monsieur Jürg LAEDERACH.
Pouvoirs pour modifier les articles 6 et 7 des statuts.

La feuille de présence, dûment émargée par les actionnaires présents et les mandataires des actionnaires représentés et certifiée exacte par les membres du bureau, fait apparaître que les actionnaires présents ou représentés ou votant par correspondance possèdent 13.644 actions sur les 17.579 actions ayant le droit de vote.

Le président fait observer :

- que tous les documents et renseignements prescrits par la réglementation en vigueur ont été communiqués aux actionnaires ou tenus à leur disposition dans les conditions légales,
- que la présente assemblée, régulièrement convoquée et constituée, réunissant le quorum prescrit par la loi, peut valablement délibérer.

Le président dépose sur le bureau, à la disposition des membres de l'assemblée :

- une copie des statuts,
- un spécimen de la lettre de convocation adressée aux actionnaires,
- le récépissé postal de l'envoi recommandé de la lettre de convocation du commissaire aux comptes ainsi que l'avis de réception signé par ce dernier,
- la feuille de présence,
- le rapport établi par le conseil d'administration,
- le rapport du commissaire aux comptes,
- le texte des projets de résolutions présenté par le conseil d'administration.

Ces pièces sont reconnues régulières par le bureau.

Le président ouvre alors la délibération par la lecture du rapport de gestion du conseil d'administration.

Cette lecture terminée, le président présente à l'assemblée le bilan, le compte de résultats et l'annexe.

Puis, il fait donner lecture du rapport du commissaire aux comptes.

Cette lecture terminée, la parole est offerte aux actionnaires. Personne ne la demandant, les résolutions suivantes sont lues et mises successivement aux voix :

RESOLUTION UNIQUE

L'assemblée générale, lecture entendue des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes, constatant que le capital social est intégralement libéré,

décide d'augmenter le capital social de vingt quatre mille deux cent cinquante francs (24.250 F), par l'émission, au prix de 10.306 F chacune, de 97 actions de 250 F nominal chacune et création d'une prime globale d'émission de 975.432 F, à libérer intégralement de leur valeur nominale et de la prime à la souscription, soit en numéraire, soit par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la société.

La souscription de ces 97 actions est réservée exclusivement à Monsieur Jürg LAEDERACH en faveur duquel les actionnaires actuels renoncent expressément au droit préférentiel de souscription à titre irréductible qu'ils tiennent de la loi et des statuts.

Les 97 actions nouvelles porteront jouissance du 1^{er} janvier 2000.

Les sommes provenant de ces souscriptions seront versées ou virées sur un compte ouvert par la société auprès de la Banque Populaire de Lyon, agence Grandes Entreprises, dont le numéro est le suivant : 00212229475 75.

L'assemblée générale donne tous pouvoirs au conseil d'administration, ou à ses délégués, pour :

- constater la souscription, la libération intégrale et la réalisation de l'augmentation du capital objet des présentes,
- procéder à la modification corrélative des articles 6 et 7 des statuts.

A la suite de l'opération objet de la présente résolution, le capital social s'élèvera à 4.419.000 F, divisé en 17.676 actions de 250 F nominal chacune.

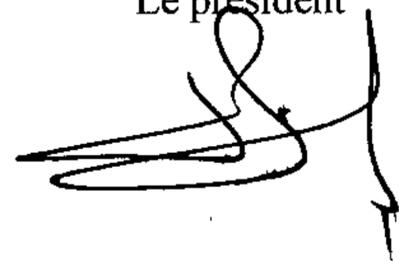
Cette résolution est adoptée, à mains levées, à l'unanimité.

CLOTURE

Plus rien n'étant à délibérer et personne ne demandant la parole, la séance est levée.

COPIE CERTIFIÉE VÉRIDIQUE

Le président



AGS SOFT

Société anonyme au capital de 3.647.000 F
Siège social à CHARBONNIERES LES BAINS (69260), 26, rue Benoît Bennier

395 008 246 RCS LYON

PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 31 OCTOBRE 2000

Le mardi trente et un octobre deux mil, à l'issue de l'assemblée générale extraordinaire, au siège social, les administrateurs de la société se sont réunis en séance du conseil d'administration, sur convocation du président.

Sont présents et émargent le registre de présence :

- Monsieur Laurent FIARD, président,
- Monsieur Christian DONZEL,
- Monsieur Alex ARTOLLE,
- Monsieur Roch AUBURTIN,
- Madame Danielle DONZEL,
- et Madame Christèle FIARD.

Sont absents et excusés :

- Monsieur Urs Daniel LAEDERACH,
- Madame Marie ASSELIN,
- et la société G.I.D.

Le conseil réunissant plus de la moitié des administrateurs peut valablement délibérer sous la présidence de Monsieur Laurent FIARD, Monsieur Christian DONZEL remplissant les fonctions de secrétaire.

Monsieur le président rappelle l'ordre du jour de la réunion :

ORDRE DU JOUR

- Approbation du procès-verbal de la précédente réunion ;
- Constatation de la réalisation des augmentations de 727.750 F et de 20.000 F du capital social pour le porter à 4.394.750 F ;
- Modifications des articles 6 et 7-1 des statuts ;
- Questions diverses.

PROCES-VERBAL DE LA PRECEDENTE REUNION

Ce procès-verbal est adopté à l'unanimité, sans observations.

1^{ère} AUGMENTATION DE CAPITAL DE 727.750 F

Le conseil d'administration,

prenant acte que l'assemblée générale extraordinaire et ordinaire des actionnaires en date du 2 octobre 2000 a décidé une première augmentation du capital social de sept cent vingt sept mille sept cent cinquante francs (727.750 F), par l'émission, au prix de 10.306 F chacune, de 2.911 actions 250 F nominal chacune et création d'une prime globale d'émission de 29.273.016 F, à libérer intégralement de leur valeur nominale et de la prime à la souscription, soit en numéraire, soit par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la société,

constate, au vu du certificat du commissaire aux comptes en date du 2 octobre 2000 et du certificat délivré le 27 octobre 2000 par la Lyonnaise de Banque, agence de Tassin La Demi Lune (69160), en sa qualité de dépositaire des fonds, que l'augmentation de capital de 727.750 F a été souscrite à hauteur de 436.750 F par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la société et pour 291.000 F en numéraire,

et certifie que l'augmentation de capital de 727.750 F se trouve réalisée au profit de :

- la société TRION INVESTMENTS Limited pour 873 actions,
- la société G.I.D pour 874 actions,
- FCPR JET INNOVATION 1 pour 1.153 actions,
- Monsieur Aymard de LASTEYRIE pour 3 actions,
- Monsieur Pierre MICHEL pour 3 actions,
- Monsieur François LOMBARD pour 2 actions
- et Monsieur Vincent CHOVE pour 3 actions

en faveur desquels les actionnaires avaient renoncé expressément au droit préférentiel de souscription à titre irréductible qu'ils tiennent de la loi et des statuts,

et décide de modifier en conséquence les articles 6 et 7-1 des statuts dont la rédaction sera désormais la suivante :

“Article 6 : Apports – Modification du capital

Il est ajouté le paragraphe suivant :

Aux termes d'une délibération de l'assemblée générale extraordinaire et ordinaire du 2 octobre 2000, le capital social a été augmenté de 727.750 F pour le porter à 4.374.750 F, par émission de 2.911 actions 250 F nominal chacune et création d'une prime globale d'émission de 29.273.016 F, à libérer intégralement de leur valeur nominale et de la prime à la souscription, soit en numéraire, soit par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la société.

Article 7 : Capital social – Action de fonction

- 1) *Le capital social est fixé à quatre million trois cent soixante-quatorze mille sept cent cinquante (4.374.750) francs. Il est divisé en dix-sept mille quatre cent quatre-vingt dix-neuf (17.499) actions de deux cent cinquante (250) francs nominal chacune, toutes de même catégorie.*

Le reste inchangé.”

2^{NDE} AUGMENTATION DE CAPITAL DE 20.000 F

Le conseil d'administration,

prenant acte que la même assemblée générale a décidé une seconde augmentation du capital social de vingt mille francs (20.000 F), par l'émission, au prix de 10.306 F chacune, de 80 actions de 250 F nominal chacune et création d'une prime globale d'émission de 804.480 F, à libérer intégralement de leur valeur nominale et de la prime à la souscription, soit en numéraire, soit par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la société,

constate que l'augmentation de capital de 20.000 F a été intégralement souscrite en numéraire comme l'atteste le certificat délivré le 27 octobre 2000 par la Lyonnaise de Banque, agence de Tassin La Demi Lune (69160), en sa qualité de dépositaire des fonds

et certifie que l'augmentation de capital de 20.000 F se trouve réalisée au profit de Monsieur Jean-Pierre BRICHANT en faveur duquel les actionnaires avaient renoncé expressément au droit préférentiel de souscription à titre irréductible qu'ils tiennent de la loi et des statuts,

et décide la modification corrélative des articles 6 et 7-1 des statuts dont la rédaction sera désormais la suivante :

“Article 6 : Apports – Modification du capital

Il est ajouté le paragraphe suivant :

Aux termes d'une délibération de l'assemblée générale extraordinaire et ordinaire du 2 octobre 2000, le capital social a été augmenté de 20.000 F pour le porter à 4.394.750 F, par émission de 80 actions de 250 F nominal chacune et création d'une prime globale d'émission de 804.480 F, à libérer intégralement de leur valeur nominale et de la prime à la souscription, soit en numéraire, soit par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la société.

Article 7 : Capital social – Action de fonction

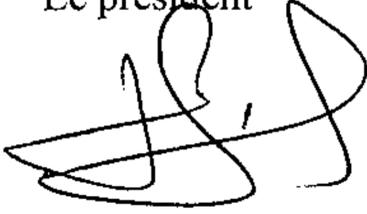
- 1) *Le capital social est fixé à quatre million trois cent quatre-vingt quatorze mille sept cent cinquante (4.394.750) francs. Il est divisé en dix-sept mille cinq cent soixante dix-neuf (17. 579) actions de deux cent cinquante (250) francs nominal chacune, toutes de même catégorie.*

Le reste inchangé."

CLOTURE

Plus rien n'étant à délibérer et personne ne demandant la parole, la séance est levée.

Le président



Un administrateur

DUPLOI

VOISE POUR TIMBRE ET ENREGISTRÉ A LA RECETTE
DE LYON OUEST, le... 10 NOV 2000

N° 89 Bord. 381/1

REÇU { - Dt de timbre... Huit cents fr -
- Dt d'enregist. 15 francs 25 centimes fr -

Signature :

Mme DUCROUX
Agent de Constatation Principal



AGS SOFT

Société Anonyme au Capital de 1 255 250 Francs

Siège social : 24 rue Benoît Bennier

69260 CHARBONNIERES

395 008 246 RCS LYON

**CERTIFICAT DU DEPOSITAIRE ETABLI EN APPLICATION DE
L'ARTICLE 192, ALINEA 2, DE LA LOI DU 24 JUILLET 1966**

Nous soussigné, BDO Gendrot, Commissaire aux Comptes de la société AGS SOFT :

- vu l'article 192 modifié de la loi du 24 juillet 1966 ;
- vu les bulletins de souscriptions par lesquels les sociétés ci-dessous ont souscrit des actions nouvelles d'un nominal de 250 F de la société AGS SOFT à l'occasion d'une augmentation de capital autorisée par l'Assemblée Générale Mixte Extraordinaire et Ordinaire du 2 Octobre 2000, à savoir :

	Montant souscription prime d'émission comprise	Montant augmentation de capital	Nombre d'actions
Société G.I.D.	9 007 444 F	218 500 F	874
Société TRION INVESTMENTS LIMITED	8 997 138 F	218 250 F	873

- vu les déclarations incluses dans les bulletins manifestant l'intention des sociétés énumérées ci-dessus de libérer une partie de leur souscription par compensation avec les créances liquides et exigibles qu'elles possèdent sur la société AGS SOFT

- vu l'arrêté de compte établi le 31 août 2000 par le Conseil d'Administration, que nous avons certifié et dont il ressort que les sociétés énumérées ci-dessus possèdent sur la société AGS SOFT des créances liquides et exigibles pour chacun un montant de 3 000 000 F ;
- vu les écritures comptables correspondant à la libération par chacun par compensation de la somme de 3 000 000 F exigible à raison de la souscription de 874 actions nouvelles pour la société G.I.D. et 873 actions nouvelles pour la société TRION INVESTMENTS LIMITED dont le prix d'émission unitaire est de 250 F payable immédiatement en totalité ;

constate que les sociétés énumérées ci-dessus ont libéré par compensation une partie de la somme exigible à raison de leur souscription de 873 actions nouvelles par la société G.I.D. et 874 actions nouvelles par la société TRION INVESTMENTS LIMITED, de la société AGS SOFT dans les conditions sus-énoncées.

Le présent certificat tient lieu de certificat des dépositaires.

Fait à LYON-TASSIN, le 2 Octobre 2000

BDO GENDROT
Commissaire aux Comptes



P. LEVIEUX

Lyon, le 27 octobre 2000

Nos références **AGS**

Certificat de dépôt de fonds à l'occasion d'une augmentation de capital d'une société.

La LYONNAISE DE BANQUE, Société Anonyme au capital de 1 363 780 400 Francs, dont le siège social est à LYON (1er), 8 rue de la République, identifiée sous le numéro SIREN 954 507 976 - RCS LYON,

représentée par Marc GUILLEMOT,
agissant en sa qualité de Directeur de Territoire,
du réseau de LYON,
fonction à laquelle il a été nommé par décision en date du 05 Mai 1998,

atteste que la Société
- dénomination : ASG SOFT,
- forme : Société Anonyme,
- capital actuel : 1.255.250 Francs,
- Registre du Commerce et des Sociétés : LYON 395 008 246,

a décidé de procéder à un dépôt de fonds à l'occasion d'une augmentation de capital, pour un montant total de Francs **24.825.246 Frs.**

et que la somme a été déposée dans un compte spécial n° **049 8 11569H** ouvert en son point d'accueil de **TASSIN**.

Ce dépôt correspond à la libération de **100%** du capital souscrit, et de la totalité des primes d'émission, soit pour un montant total de Francs **24.825.246 Frs.**

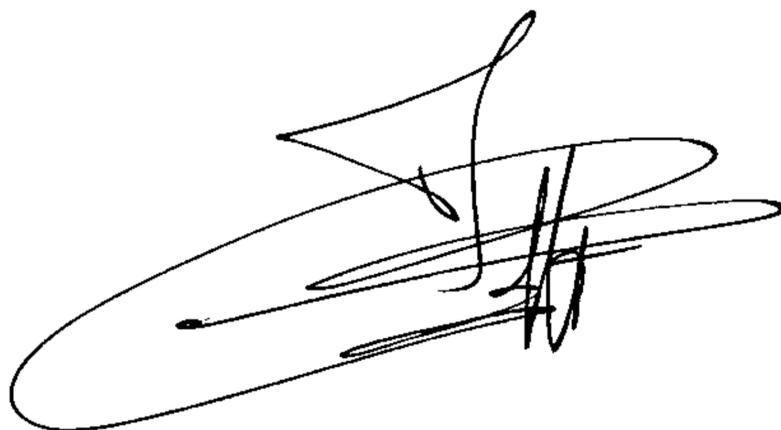
Voir en annexe la liste des souscripteurs.

Ce dépôt, qui a permis de constater la réalisation définitive des souscriptions et des versements, pourra être librement retiré sans délai par la Société.

La présente attestation est établie en deux originaux qui, à sa demande, sont remis à la société.

A TASSIN

le 27 Octobre 2000



LISTE DES SOUSCRIPTEURS

Comme suite au certificat de dépôt de fonds délivré à l'occasion de l'augmentation de capital de la Société ASG SOFT, la liste des souscripteurs est annexée au dit certificat.

Il est précisé que le dit capital a été souscrit de la façon suivante, d'après l'état des versements des souscripteurs sur les livres de la Lyonnaise de Banque.

- TRION INVESTMENTS LTD:	5.997.138 Frs
- GUISET INTERNET DEVELOPPEMENT:	6.007.444 Frs
- TURENNE CAPITAL PARTENAIRES	
Pour le FCPR JET INNOVATION 1:	11.882.818 Frs
- Mr Aymard de LASTEYRIE:	30.918 Frs
- Monsieur Pierre MICHEL:	30.918 Frs
- Monsieur François LOMBARD:	20.612 Frs
- Monsieur Vincent CHOVE:	30.918 Frs
- Monsieur Jean Pierre BRICHANT:	824.480 Frs

AGS SOFT

Société anonyme au capital de 4.394.750 F
Siège social à CHARBONNIERES LES BAINS (69260), 26, rue Benoît Bennier

395 008 246 RCS LYON

Le soussigné,

Laurent FIARD,

agissant au nom, pour le compte et en qualité de président du conseil d'administration de la société AGS SOFT,

Après avoir rappelé que la société AGS SOFT a décidé, lors de l'assemblée générale extraordinaire du 31 octobre 2000, d'augmenter son capital social d'une somme de 24.250 F par l'émission, au prix de 10.306 F, de 97 actions nouvelles de 250 F nominal chacune, à libérer de l'intégralité de leur valeur nominale et de la prime globale d'émission de 975.432 F à la souscription soit en numéraire, soit par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la société, la souscription de ces 97 actions nouvelles étant réservée exclusivement à Monsieur Jürg LAEDERACH en faveur duquel les actionnaires ont renoncé expressément au droit de souscription à titre irréductible qu'ils tiennent de la loi et des statuts,

constate que l'augmentation de capital de 24.250 F a été intégralement souscrite en numéraire comme l'atteste le certificat délivré ce jour par la BANQUE POPULAIRE DE LYON en sa qualité de dépositaire des fonds,

certifie que l'augmentation de capital de 24.250 F se trouve réalisée au profit de Monsieur Jürg LAEDERACH, pour les totalités des 97 actions,

et que, pour tenir compte de l'augmentation du capital social de la société AGS SOFT pour un montant global de 4.419.000 F, la rédaction des articles 6 et 7.1 des statuts sera désormais la suivante :

"ARTICLE 6 – APPORTS – MODIFICATION DU CAPITAL

.....
Il est ajouté le paragraphe suivant :

Aux termes d'une délibération de l'assemblée générale extraordinaire du 31 octobre 2000, le capital social a été augmenté de 24.250 F pour le porter à 4.419.000 F, par émission de 97 actions de 250 F nominal chacune et création d'une prime globale d'émission de 975.432 F.

ARTICLE 7 – CAPITAL SOCIAL – ACTION DE FONCTION

1. Capital social

Le capital social est fixé à quatre millions quatre cent dix neuf mille (4.419.000) francs. Il est divisé en dix sept mille six cent soixante seize (17.676) actions de deux cent cinquante (250) francs nominal chacune, toutes de même catégorie.

Le reste demeure inchangé.”

Fait à CHARBONNIERES LES BAINS

Le 31 octobre 2000

VICE POUR TENDRE ET ENREGISTRÉ A LA RECETTE
DE LYON OUEST, le **28 NOV. 2000**

F° 90 Bord. 402/5

REÇU { - Encaissement de Trois cent quatre-vingt F
- Encaissement de Deux cent cinquante F

Signature :

Le président



Mlle FITTE
Agent de Constatation Principal



DUPLICATA



BANQUE POPULAIRE DE LYON

ATTESTATION D'AUGMENTATION DE CAPITAL SOCIAL

Nous soussignés,
BANQUE POPULAIRE DE LYON dont le siège social est à LYON 3^{ème}, 141 rue
Garibaldi,

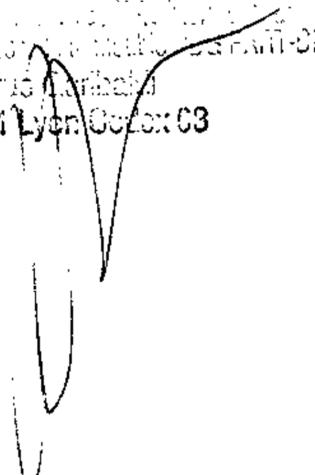
Attestons avoir reçu, sur le compte n° 21 222947 5, la somme de **1 009 807,19 F**
(un million neuf mille huit cent sept francs dix neuf centimes) destinée à augmenter le capital
social de la

S.A. AGS SOFT
26, rue Benoît Bennier
69260 CHARBONNIÈRES LES BAINS

dont la répartition est la suivante :

Montant	Nature	Souscripteur
1 009 807,19 F	Rapatriement étranger	Jürg LAEDERACH Malzgasse 3 - 4052 BÄLE Suisse

Fait à LYON, le 31 octobre 2000


Siège social :
141, rue Garibaldi
69211 Lyon Cedex 03

Siège social :
141, rue Garibaldi
B.P. 3152
69211 Lyon Cedex 03
Téléphone : 04 78 95 55 55
Télécopie : 04 78 71 03 99
Télex : 380146 F
<http://www.lyon.banquepopulaire.fr>
Télécopie internationale :

04 78 95 54 94

Société Coopérative de Banque Populaire à capital variable (lois des 13-3-1917, 24-7-1929, 17-3-1934 et 13-8-1936) - 956 507 875 RCS Lyon - APE 651 D - C.C.P. Lyon 7-187 L
SWIFT : CCBPFRPLYO